

« Tout royaume divisé contre lui-même périra... »

Investir la “ZONE BLANCHE”

Les dernières présidentielles ont eu l'effet d'une boule renversant l'ensemble des quilles composant notre vie politique... qui ne méritait plus ce qualificatif.

D'un seul coup, tout fut dépeuplé, et, en guise de *tabula rasa*, une « zone blanche » apparut... occupée par le parti du mondialisme – donc de l'étranger. Faut-il s'en plaindre? Certes non! La politique étant devenue l'art de la discorde, il était urgent de réagir. C'est fait, certainement pas de la bonne manière, il eût fallu le faire... mais tout est à terre.

Préparation de la prise de pouvoir

À l'évidence, cette situation n'est pas due au hasard; depuis des décennies elle a été soigneusement préparée (et pas seulement en France) par les tenants de l'idéologie mondialiste inoculée et répandue par une coalition médiatico-culturelle qui fonctionne à l'ambition, aux avantages financiers et à l'envie. Est-il pour cela besoin de rappeler le rôle de Jacques Attali, de Pierre Bergé, d'un Alain Minc dans l'émergence de notre hyper-roitelet?

Pour assurer le succès de la manœuvre, la société tout entière a été subvertie au préalable, en commençant par la réduction des personnes à leur cerveau droit – celui des sentiments et des impressions premières – corseté par un ensemble d'interdits et d'obligations mentales. Quant à la société civile – au peuple : personnes, familles, communautés et institutions civiles –, une fois ses défenses immunitaires neutralisées, elle a inévitablement subi le même sort.



En parallèle, tout un système d'infiltration des institutions a été mis en place, y compris le repérage des *idiots utiles*, leur mise en pouponnière, leur formatage, et leur répartition dans les domaines balisés des institutions politiques, culturelles, économiques et médiatiques...

En même temps, comme dans une ruche, une reine était en cocooning. L'occasion faisant le larron, les présidentielles se présentèrent comme l'opportunité à saisir... La reine, survitaminée, n'eut qu'à poursuivre le parcours qui a si bien fonctionné jusqu'alors.

Résultat, les Français – leur subconscient en mal de monarchie aidant – ont mis sur le trône un roi d'opérette, jeune, bien de sa personne, beau parleur, sympathique et tout et tout... avec sa cour, ses pompes et ses œuvres.

Le parti de l'étranger

Faut-il en vouloir au nouvel élu soumis aux mentors du mondialisme non pour ses convictions, mais précisément parce qu'il n'en a aucune? Le drôle n'est pas pour grand-chose dans la situation où on l'a mis, et nous avec... si ce n'est qu'il joue servilement à un jeu dont il n'est pas dupe et dont le peuple français est victime.

Dans ces conditions, si nous voulons comprendre ce qui va suivre, ce n'est pas dans ce que dit ou fait notre *roi en divertissement* qu'il faut chercher, mais dans les coulisses et dans son entourage: chez ceux qui l'ont mis en place et continuent de le cornaquer.

Observons ce jeune président; s'il est toujours frais et dispos, c'est qu'il n'a à s'inquiéter de rien... il sait que sa corbeille de l'élu contenait une équipe fin prête qui, sitôt l'élection passée, s'est égayée aux postes clés.

Cet entourage est aux petits soins de ce qu'il lui faut penser, dire et faire. En outre, une cellule, instaurée en toute priorité *entre* la tête et les rouages de l'État, assure – en amont et en aval de cette entité – un contrôle à la Janus. Il ne reste à ce beau monde qu'à bien se tenir, et à suivre les consignes qui sont à considérer comme des ordres. Il y a fort à parier que ceux qui ont si docilement franchi les premières étapes feront du zèle; car ils savent fort bien que, si l'on paie bien, on ne fait pas de cadeau!

Cet organe (annoncé, mais dont on ne reparlera plus) assure le pilotage de la *gouvernance*. Quant au *gouvernement*, il est assuré, à travers l'échelon européen *en marche* vers le mondialisme, par les *missi dominici* aux ordres de ceux de la haute finance anonyme et vagabonde. Dès lors, plus encore qu'hier, *tout ce qui nous affaiblit et nous handicape sera promu*, car – sachant que l'égalité est toujours basse – pour régner sans entrave ni partage, il faut aux tenants du grand capital, un monde et ses composants étales...

Rétablir les conditions de la concorde

Ce chambardement a l'insigne avantage d'avoir réveillé le carré des bonnes âmes qui ne dormaient que d'un œil en attendant l'occasion qu'elles n'ont pas su fomenter, mais qui leur est offerte. Le moment est venu de confirmer l'invitation à une refondation civilisationnelle, faite lors de notre *envoi* précédent [ICI](#); et, pour cela, accepter de repartir *de plus bas que le mal*, c'est-à-dire de la société civile

afin de redisposer autrement la fonction politique débarrassée de l'esprit de division.

Il nous faut pour cela revenir en deçà des siècles de perversion dialectique – où le *moyen-terme* méthodiquement « anti » est devenu l'art de la discorde –, afin d'instaurer une politique, non certes d'emblée d'une concorde parfaite, mais *des conditions de son obtention*.

Programme à partir duquel, il va falloir refonder pour reconstruire... d'une autre manière, en passant de la mentalité duelle, délétère, dans laquelle nous nous sommes laissés enfermer, à celle, positive, dynamique et féconde, de *l'esprit ternaire* originel. Il s'agit de la condition préalable au recouvrement, à la réactivation et à la régénération de la civilisation et de notre patrie.

Investir la zone blanche

Avant de chasser les importuns – ou leur chute attendue – mettons à profit le temps qui nous est donné pour investir de bonne manière le vide créé. Ne reproduisons pas les erreurs passées où la perversion des *matières* accompagnée de celle des *manières*. Cependant, les principes à mettre en œuvre étant supposés acquis, c'est sur *la manière* de les connaître, de les expliciter et de les appliquer que nous devons insister.

Exception faite pour la recherche de la formation de groupes à l'Assemblée Nationale pour des motifs de représentativité et de ressources, l'heure n'est certainement pas à l'unité, ni même aux unions, ni d'ajouter un parti aux partis ou, moins encore, de procéder à des regroupements pour en devenir le leader, mais, bien plus modestement, à s'entendre sur *les priorités* vitales nécessaires au redressement de la situation.

Une charte de salut public

Pour cela, une charte commune à ceux qui veulent sauver la France du naufrage pourrait être établie, et servir de catalyseur. Au point où nous en sommes, ne convient-il pas dans un premier temps de laisser à l'initiative des intellectuels, des religieux, des partis, mouvements, associations... les grands problèmes de société (éducation, avortement, GPA, peine de mort, euthanasie, "gender"...), mais, rabâchons-le, dans un premier temps, de s'en tenir, non à ce que l'on peut considérer comme *primordial*, mais à ce qui est *prioritaire* ?

Cette charte volontairement limitée devrait permettre – à défaut d'unité qui se fait par le haut – le minimum d'entente indispensable entre ceux qui veulent participer à la refondation de notre nation et de notre civilisation ; minimum prioritaire portant sur un ensemble restreint de points dont voici quelques suggestions :

- Redéfinir le rôle et les attributions de l'État, garant de notre souveraineté nationale.
- Chercher les conditions de la paix à l'intérieur comme à l'extérieur.
- Préférer, à l'égalité toujours mal comprise donc mal appliquée, *l'équité* qui consiste à attribuer, non, inconsidérément, la même chose à tous, mais à chacun selon ses mérites, son dû et ses besoins.
- Rétablir, au nom d'une laïcité désabsolutive, le droit de Cité du *spirituel* et du *religieux*, assorti de son rôle sociétal, social, culturel et politique.
- Réhabiliter, dans leurs droits et devoirs fondamentaux, les familles naturelles, les communautés non communautaristes et les indispensables intermédiaires.

- Choisir la natalité plutôt qu'une immigration sauvage et incontrôlée.
- Distinguer les réfugiés, à qui l'on doit assistance, des émigrés de confort et illégaux.
- Récupérer les fonctions régaliennes, sans préjuger de la délégation de leurs parts subsidiaires éventuelles ?
- Mettre en place une véritable entente européenne – subsidiaire et confédérale – *émanant des nations* tout en les prolongeant.
- Accepter la présence de religions secondaires, dans des limites raisonnables.
- Respecter les musulmans qui pratiquent leur religion, à la condition expresse qu'ils renoncent à l'islam politique et législateur. **ICI**
- Rechercher des pratiques d'entente cordiale, de collaboration et d'aide éventuelle, avec les pays méditerranéens et subsahariens...
- et enfin et en général, bannir l'esprit de discorde, et s'attacher à la recherche, en tout et pour tous, *des conditions* d'un minimum d'entente ; préalable à un authentique "vivre ensemble"... avec pour devise :

liberté-équité-amitié.

Penseurs, écrivains, artistes et hommes d'action d'un côté, mouvements, associations, partis, syndicats et groupements en tous genres de l'autre, chacun – gardant ses valeurs, ses principes et ses manières de dire et de faire – pourrait signer une telle liste restreinte (ébauchée ci-dessus), consacrée non à l'essentiel, mais à l'urgence...

Arriver à s'entendre sur un minimum prioritaire augurerait des ententes plus profondes et plus larges devant structurer l'unité-diversité nationale basée sur l'amitié française.

Michel Masson